

SOMMET MONDIAL CLIMAT & TERRITOIRES

DIALOGUE ET PROPOSITIONS DES ACTEURS NON-ÉTATIQUES

MERCREDI 1^{ER} ET JEUDI 2 JUILLET 2015

FRANCE, LYON, HÔTEL DE LA RÉGION RHÔNE-ALPES

**ÉTAPE CLÉ
DANS LE CALENDRIER OFFICIEL
DE LA COP21**

CONTACTS MÉDIAS

MÉDIAS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX

Burson-Marsteller i&e :

Media.ClimateSummit-Lyon@bm.com

Médias nationaux :

Jennyfer CHRETIEN – 01 56 03 13 31 / 06 10 87 72 71

Médias internationaux :

Lorie LICHTLEN – 01 56 03 13 01 / 06 03 40 36 38

Nicolas SIRE – 01 56 03 14 21 / 06 26 28 39 73

MÉDIAS RÉGIONAUX

Région Rhône-Alpes :

mfargeix@rhonealpes.fr

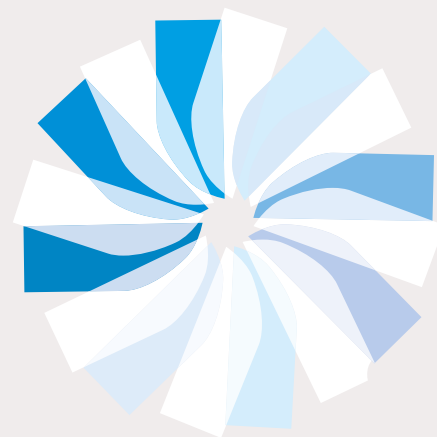
Magalie FARGEIX – 06 32 88 47 59

CONFÉRENCE DE PRESSE DE LANCEMENT MARDI 21 AVRIL 2015

Un événement accueilli par

RhôneAlpes





SOMMAIRE

EN ROUTE VERS LA COP21 PARIS 2015

P. 3

- LES ENJEUX DE LA COP21
- LA MONTÉE EN PUISSANCE DES ACTEURS NON-ÉTATIQUES

LE SOMMET MONDIAL CLIMAT ET TERRITOIRES

- ENJEUX & OBJECTIFS **P. 4**
- LES PARTICIPANTS **P. 6**
- LE PROGRAMME **P. 7**
- LES CO-ORGANISATEURS **P. 8**

INFORMATIONS PRATIQUES

P. 14

- ACCRÉDITATION
- SALLE DE PRESSE
- ACCÈS À L'HÔTEL DE RÉGION À LYON

ANNEXE

P. 15

- CALENDRIER 2015 DES ÉVÉNEMENTS DE LA COP21

EN ROUTE VERS LA COP21 PARIS 2015



LES ENJEUX DE LA COP21

La France accueille et préside la 21^e conférence intergouvernementale sur le climat dite "COP21", qui se tiendra du 30 novembre au 11 décembre 2015 au Bourget dans le Grand Paris.

C'est une échéance cruciale, puisqu'elle doit aboutir à un nouvel accord international sur le climat, applicable à tous les pays. Cet accord devra être **universel et durable**. Il devra donner les signaux économiques et politiques pour que le modèle de développement économique s'engage sur une nouvelle trajectoire, qui doit mener à la neutralité carbone avant la fin du 21^e siècle ainsi qu'au respect de **l'objectif des 2°C** (c'est-à-dire le maintien du réchauffement global des températures sous la barre des +2°C).

Cet accord se construira autour de quatre piliers :

- un accord juridique et universel ;
- les contributions des pays à horizon 2025 ou 2030, c'est-à-dire leurs efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre ;
- un volet financier ;
- des engagements concrets d'action de la part d'acteurs non gouvernementaux (c'est le « Lima Paris Action Agenda » ou « Agenda des solutions »).

Par ce dernier pilier, la France affiche son ambition de laisser une place à la société civile organisée. Elle est en effet convaincue que la mobilisation des acteurs non-étatiques constitue un des facteurs de réussite de cette COP, pour crédibiliser l'accord, montrer que des dynamiques concrètes se développent, voire atténuer les différences probables entre engagements des États et scénario 2°C.



LA MONTÉE EN PUISSANCE DES ACTEURS NON-ÉTATIQUES

Les collectivités territoriales sont en première ligne de la lutte contre le changement climatique, aussi bien pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dans de nombreux domaines (énergie, transport, urbanisme) que pour mettre en œuvre des actions d'adaptation face aux impacts du réchauffement. Mais la reconnaissance de ce rôle essentiel a nécessité une longue mobilisation.

Enfin reconnus comme des acteurs incontournables des politiques de lutte contre le changement climatique, aussi bien au Nord qu'au Sud, les réseaux de collectivités abordent donc cette COP21 avec des objectifs précis, en liant les deux négociations de 2015 : les objectifs de développement durable à New York en septembre 2015 et la COP21 à Paris en décembre 2015.

En plus de revendications historiques sur l'augmentation des outils leur permettant de renforcer leur action (notamment l'accès facilité au financement pour les territoires du Sud), les réseaux de collectivités ont aussi renforcé leur dialogue avec les autres représentants de la société civile mondiale auprès de l'ONU.

Suite à la Déclaration commune des représentants d'acteurs non-étatiques lors du sommet climat des Nations Unies à New York le 23 septembre 2014, de nombreuses organisations mondiales d'acteurs

non-étatiques parties prenantes des négociations ont exprimé un intérêt très fort pour d'autres moments de dialogue et d'expression commune d'ici la COP21.

UNE ÉTAPE CLÉ EN RHÔNE-ALPES : LE RENDEZ-VOUS DES ACTEURS NON-ÉTATIQUES

Souhaitant renforcer la présence et la prise en compte des collectivités dans la COP21, le Gouvernement français a commandé un rapport en novembre 2013 « Les collectivités territoriales dans la perspective de Paris Climat 2015 : de l'acteur local au facilitateur global », aux sénateurs **Ronan DANTEC** et **Michel DELEBARRE**. Après audition des acteurs, une des propositions de ce rapport a été d'accompagner la mobilisation des réseaux d'acteurs non-étatiques par le soutien à un Sommet mondial de la société civile, organisé par les réseaux eux-mêmes.

La Région Rhône-Alpes a répondu favorablement à cette proposition d'accueillir un événement international porté par les réseaux de collectivités territoriales et d'acteurs non-étatiques du monde entier.

LE SOMMET MONDIAL CLIMAT ET TERRITOIRES



ENJEUX ET OBJECTIFS

Cet événement, nommé Sommet mondial Climat & territoires est **reconnu par le gouvernement français** comme un élément de structuration du dialogue avec les acteurs non-étatiques. **François HOLLANDE**, Président de la République, a confirmé sa présence.

Le Sommet mondial Climat & territoires aura lieu à l'Hôtel de la Région Rhône-Alpes à Lyon (France) les 1^{er} et 2 juillet 2015. Il réunira les acteurs des territoires du monde entier qui, par les actions concrètes menées quotidiennement sur le terrain, portent très souvent une part prépondérante dans la lutte contre le dérèglement climatique.

DES DÉMARCHES EXEMPLAIRES

> À l'initiative du **premier ministre du Québec, Philippe COUILLARD**, les provinces canadiennes se sont rencontrées le 14 avril 2015 à Québec autour du climat, afin de faire peser leur voix à la COP21 et encourager le Canada à dévoiler des cibles ambitieuses de diminution des gaz à effet de serre. Le **Québec**, l'**Ontario** ou encore la **Colombie britannique** ont, au fil des ans, développé des initiatives particulièrement innovantes. Lors de la 18^e Rencontre alternée des premiers ministres du Québec et de la République française qui s'est tenue le 6 mars dernier, les premiers ministres ont appelé à « valoriser les initiatives et réalisations concrètes des acteurs de la lutte contre les changements climatiques, y compris celles des États fédérés et des régions ».

> Fin mars 2015, **30 villes européennes** (Paris, Rome, Athènes, Bruxelles, Genève, Bucarest, Lisbonne, Sofia, Stockholm, Varsovie, Lyon, Bordeaux...) se sont engagées à réduire d'au moins 40% les gaz à effets de serre sur leur territoire d'ici 2030. Pour ce faire, elles coordonneront leurs investissements publics et achèteront par exemple de manière groupée. Le rôle central des métropoles dans la lutte contre le réchauffement climatique est avéré. Comme l'explique **Anne HIDALGO**, Maire de Paris, « d'ici 2050, les villes accueilleront les 2/3 de l'humanité et émettront 70% des rejets de gaz carboniques. »

> Début avril 2015, rappelant que le changement climatique « n'est pas un canular », **le Gouverneur de l'État de la Californie, Jerry BROWN** a pris des mesures d'urgence d'économies d'eau en raison d'une sécheresse historique sévissant en Californie. Dans le même temps, les États-Unis s'engagent en vue de la COP21, sur une réduction de 40% des émissions des gaz à effet de serre d'ici 2025 par rapport à 2008 et souhaitent que l'État fédéral donne l'exemple dans la lutte contre le changement climatique.



À 6 mois de la COP21 et 2 mois avant la conclusion des Objectifs de Développement Durable de l'ONU à New York en septembre, le Sommet mondial Climat & territoires sera une étape décisive avant Paris.

En effet, **il s'agit du principal événement mondial regroupant tous les acteurs non-étatiques avant la COP21 :**

collectivités locales et gouvernements infra étatiques, monde économique, ONG, partenaires sociaux, scientifiques et experts. C'est la première fois qu'un tel sommet est organisé par les réseaux mondiaux de collectivités et d'acteurs non-étatiques pour faire entendre leur voix auprès des États négociateurs avant la conférence finale, avec un travail déjà engagé dans le cadre de 10 ateliers pilotés par ces réseaux.

L'objectif est double : mettre en lumière l'engagement des acteurs des territoires qui souhaitent contribuer à l'agenda des solutions, et avancer des propositions/amendements travaillés collectivement sur le texte officiel des négociations tel qu'il sera connu après la session de juin de la CCNUCC à Bonn.

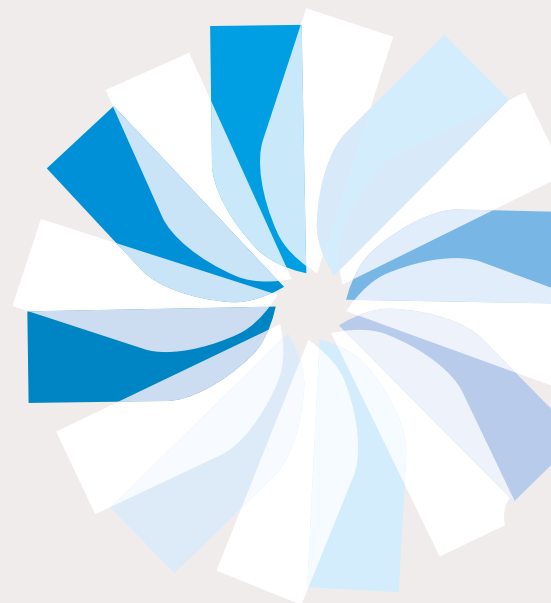
Le 1^{er} objectif est de montrer que la somme des engagements concrets des participants dans la lutte contre le dérèglement climatique, notamment sur les potentiels territoriaux de réduction d'émissions de gaz à effet de serre, mise en scène lors du Sommet mondial Climat et Territoires, **contribue à crédibiliser un scénario 2°C.**

Le 2^e objectif est de défendre des propositions d'amélioration du texte de négociation afin de renforcer la capacité d'action des acteurs territoriaux, la lutte contre le changement climatique allant de pair avec le développement durable des territoires.

En vue de la COP21, ces propositions seront adressées à la Présidence française, ainsi qu'à l'ensemble des États parties et des institutions internationales.



LES PARTICIPANTS



**800 REPRÉSENTANTS SE RÉUNIRONT À LYON
LES 1^{ER} ET 2 JUILLET À L'HÔTEL DE LA RÉGION RHÔNE-ALPES,
SE RÉPARTISSANT ENTRE :**

→ Élus des Villes, Régions, Provinces et États fédérés, précurseurs sur les questions climatiques

Ont déjà confirmé leur participation : le **Québec** et l'**Ontario** (Canada), le Lander de **Bade-Wurtemberg** (Allemagne), l'État d'**Australie du Sud** (Australie), la nation constitutive d'**Écosse** (Royaume-Uni), la Généralité de **Catalogne** (Espagne), les Régions **Monastir** (Tunisie), **Pays basque** (Espagne), **Tombouctou** (Mali) et **Malopolska** (Pologne), le Gouvernorat de **Jéricho** (Cisjordanie), les **31 Régions de Côte d'Ivoire**, les villes de **Pittsburgh** (USA), **Rabat** (Maroc), **Milan** et **Turin** (Italie), **Johannesburg** (Afrique du Sud), **Montréal** (Canada), **Abidjan** (Côte d'Ivoire), **Paris**, **Lyon** et **Bordeaux** (France)...

→ Personnalités issues des groupes majeurs représentant les acteurs non-étatiques auprès de l'ONU (ONG, monde économique, syndicats...) et impliquées dans l'organisation du sommet

CGLU - Cités et Gouvernements Locaux Unis, ICLEI – Local Governments for Sustainability, The Climate Group, C40 Cities, R20, nrg4SD, WWF, Green Cross, ICC - International Chamber of Commerce, Climate Alliance, ORU-FOGAR, Global Compact, COICA, ENDA Tiers Monde, ROPPA, Energy Cities, CCRE-CEMR / AFCCRE, EUROCITIES, International Trade Union Confederation (ITUC), Cités unies France, CODATU, France Nature Environnement, CliMates, CLER, GERES, FNAU, Association 4D, Club France Développement Durable, Les petits débrouillards, China-Europa Forum.

→ Personnalités et experts internationaux

En plus du Président de la République française, ont déjà confirmé leur participation : le **Secrétariat Général des Nations Unies**, le **Secrétariat exécutif de la CCNUCC**, **Maroš ŠEFČOVIC**, Vice-président de la Commission européenne chargé de l'Union de l'énergie, **Miguel CAÑETE**, Commissaire européen à l'énergie et au climat et **Nicolas HULOT**, Envoyé spécial du Président de la République française pour la protection de la planète.



LE PROGRAMME

SEUL ÉVÉNEMENT À RÉUNIR À LA FOIS LES ACTEURS NON-ÉTATIQUES DU MONDE ENTIER ET TOUTES LES THÉMATIQUES TOUCHANT LE CLIMAT, LE SOMMET MONDIAL CLIMAT & TERRITOIRES EST ORGANISÉ SUR 2 JOURNÉES, AVEC :

→ 2 SESSIONS PLÉNIÈRES :

- l'une présentant le **contexte, l'état de l'opinion mondiale sur le réchauffement climatique, et les résultats du débat planétaire citoyen du 6 juin,**
- l'autre permettant la **présentation des engagements et des propositions.**

→ 10 ATELIERS PORTANT SUR LES THÉMATIQUES SUIVANTES :

FORÊT

La gestion durable des forêts et la sylviculture peuvent être un apport considérable pour l'adaptation au dérèglement climatique. L'enjeu est de parvenir à réguler les émissions de CO₂ dans l'atmosphère dues à une mauvaise utilisation des terres, à la dégradation et à la destruction des forêts.

MOBILITÉ ET TRANSPORTS

Alors que les enjeux de la mobilité des personnes et des marchandises sont au cœur des problématiques du réchauffement climatique, il est essentiel de favoriser les trajets en mode durable, d'améliorer l'efficacité énergétique et la qualité des déplacements et de renforcer les institutions du secteur de la planification des transports afin de permettre aux villes et territoires de s'engager sur le climat.

ÉDUCATION MOBILISATION SENSIBILISATION

À l'heure où le monde scientifique tire la sonnette d'alarme sur les dérèglements climatiques et où les citoyens manifestent de plus en plus leur volonté de construire un monde plus durable sans vraiment savoir comment s'y prendre, la mise en mouvement d'une jeune génération consciente, solidaire, créative et mobilisée face au défi climatique est une des conditions pour contribuer à enclencher des changements de société.

PRODUCTION, ACCÈS, CONSOMMATION D'ÉNERGIE

Développer des politiques énergétiques locales offrirait la possibilité de construire un système énergétique plus démocratique, efficace et prospère, basé sur les besoins des citoyens, tout en sensibilisant ces derniers aux enjeux d'une consommation énergétique plus responsable.

ÉCONOMIE BAS CARBONE ET EMPLOI

La transition vers une économie bas-carbone, indispensable pour répondre aux défis du changement climatique, modifiera les paradigmes économiques et sociaux existants. Les territoires, les entreprises et l'ensemble des acteurs de la société civile seront les piliers de ces évolutions dont il s'agit d'analyser, dans le cadre de cet atelier, les enjeux.

AGRICULTURE

Pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de milliards de personnes dans le monde, il est essentiel de promouvoir une agriculture et des systèmes alimentaires intelligents face au climat. Une approche intégrée définie avec l'ensemble des acteurs des territoires et tenant compte des problématiques locales et des liens entre zones urbaines et rurales, pourra efficacement assurer une gestion durable des ressources naturelles et la résilience des populations.

PARTENARIAT ENTRE TERRITOIRES

Véritables outils d'échange et de renforcement mutualisé des politiques de climat et de développement durable des territoires, les partenariats entre collectivités territoriales doivent être intégrés et reconnus dans les négociations internationales.

FINANCEMENT

Il s'agit d'évaluer et identifier tous les types d'outils financiers mobilisables pour développer les actions des acteurs non-étatiques qui permettent de limiter le réchauffement climatique.

ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Il s'agit désormais pour les territoires et les entreprises d'agir pour faire évoluer les modes de vie, de production et de consommation au service d'une économie pérenne et soutenable, et pouvoir assurer la continuité de la vie économique, humaine et des écosystèmes.

PLANIFICATION TERRITORIALE

Le changement climatique a été un déclencheur pour intégrer les questions environnementales dans l'aménagement du territoire. Les nouveaux défis incluent l'adaptation des approches techniques de la planification territoriale et la conciliation des planifications territoriales et industrielles avec les objectifs de développement durable et de préservation des ressources.

→ **DES ÉVÉNEMENTS PARALLÈLES** organisés par les mécènes et partenaires, à destination des acteurs des collectivités présentes au Sommet et portant sur des solutions spécifiques à la gestion urbaine, environnementale : eau, énergie, aménagement...



LES CO-ORGANISATEURS



Basé à Barcelone, **Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU)** représente et défend les intérêts des gouvernements locaux et régionaux sur la scène mondiale : il soutient plus de 1000 collectivités, 155 associations de collectivités nationales et internationales. CGLU assure avec ICLEI la représentation des autorités locales et municipales dans les négociations internationales sur le climat.

Responsable : Josep **ROIG**

<http://www.uclg.org/fr>



ICLEI – Local Governments for Sustainability rassemble un grand nombre de collectivités territoriales du monde entier – essentiellement des villes –, engagées en faveur du développement durable au sens large. ICLEI assure avec CGLU la représentation des autorités locales et municipales dans les négociations sur le climat. Son siège se situe à Bonn.

Responsable : Gino **VAN BEGIN**

<http://www.iclei.org>

THE CLIMATE GROUP

States & Regions

Basé à Londres, **The Climate Group (TCG)** réunit des États fédérés, Régions et entreprises du monde entier engagées au service d'un futur à bas carbone.

Responsable : Mark **KENBER**

<http://www.theclimategroup.org>



C40 Cities Climate Leadership group constitue un réseau de dimension internationale, basé à Londres et composé de 75 villes globales engagées à réduire leur impact local et global afin de répondre au changement climatique.

Responsable : Mark **WATTS**

<http://www.c40.org>



R20 (Regions of Climate Action) réunit des Régions, États fédérés et villes provenant des 5 continents, ainsi que des réseaux affiliés tels que l'ARE. Basée à Genève, l'association travaille principalement à la promotion des technologies bas carbone auprès des collectivités.

Responsable : Christophe **NUTALL**

<http://regions20.org>



Network of Regional Governments for Sustainable Development (nrg4SD)

réunit des Régions engagées dans le développement durable, afin d'assurer leur représentation globale notamment vis-à-vis de la CCNUCC (Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques) et de la Convention pour la diversité biologique. Il permet également un échange d'expériences entre ses membres.

Responsable : Natalia VERA

<http://www.nrg4sd.org>



Climate Alliance of European Cities with Rainforest Peoples est un réseau de 1 700 autorités locales européennes (communes et provinces) siégeant à Francfort, qui se sont engagées à réduire l'impact de leurs villes et communes sur le climat. Ils agissent également en solidarité avec les peuples indigènes d'Amazonie dans le cadre de la protection de la forêt tropicale d'Amazonie.

Responsables : Pirita LINDHOLM et Thomas BROSE

<http://www.climatealliance.org>



Localisée à Barcelone, l'**Organisation des Régions Unies – Forum global des Gouvernements Régionaux et des Associations de Régions (ORU-FOGAR)** promeut la place de 29 Régions issues essentiellement d'Europe et d'Amérique Latine ainsi que des associations de régions au plan international.

Responsable : Carles LLORENS

<http://www.fogar.org>



Global Compact regroupe 12 000 entreprises citoyennes issues de plus de 145 pays s'engageant à aligner leurs opérations et leurs stratégies sur 10 principes universellement acceptés liés aux droits de l'homme, aux normes du travail, à l'environnement et à la lutte contre la corruption. Il promeut la légitimité sociale des entreprises et des marchés à l'ONU.

<https://www.unglobalcompact.org/languages/french>



Coordinator of Indigenous Organizations of the Amazon River Basin (COICA)

rassemble 9 associations amazoniennes de peuples autochtones militant pour les droits humains, l'auto-détermination, le soutien aux cultures traditionnelles et la coopération entre peuples autochtones. Son siège se situe à Quito (Équateur).

Dirigeant : Edwin VASQUEZ CAMPOS

<http://www.coica.org.ec>



World Wide Fund for Nature (WWF) est une ONG internationale de protection et de conservation de la nature et de l'environnement composée de plus d'un million de membres et présente dans 100 pays. Son siège international se situe à Gland (Suisse).

Dirigeant : Marco **LAMBERTINI**

<http://wwf.panda.org>



Basé à Dakar, **ENDA Tiers Monde** constitue un réseau d'associations nationales, essentiellement africaines mais aussi latino-américaines, asiatiques et européennes. Il agit au service de projets de développement dans le domaine rural et urbain, du dialogue politique, de la citoyenneté et des négociations nationales.

Dirigeant : Moussa **MBAYE**

<http://endatiersmonde.org>



Le **Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA)**, basé à Ouagadougou, agit pour la promotion et la défense d'une agriculture paysanne performante et durable, engage des échanges d'informations et assure une représentation de ses membres (des organisations ou « cadres de concertation » de 10 pays d'Afrique de l'Ouest) aux niveaux régional et international.

<http://www.roppa.info>



Energy Cities est une association européenne de villes et intercommunalités engagées dans la transition énergétique. Elle représente aujourd'hui plus de 1 000 villes dans 30 pays et ses locaux sont localisés à Bruxelles et Besançon. Son activité consiste principalement en un échange d'expériences, de l'accompagnement de projet et du lobbying européen.

Dirigeante : Claire **ROUMET**

<http://www.energy-cities.eu>



Basé à Bruxelles, le **Conseil des communes et Régions d'Europe (CCRE-CMER-PLATFORMA)** défend les intérêts des collectivités territoriales européennes et leurs associations dans plus de 40 pays. Il promeut la citoyenneté et l'échange entre élus.

Dirigeant : Frédéric **VALLIER**.

En France, l'**AFCCRE (Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe)** accompagne près de 1 500 collectivités territoriales dans leur politique européenne et internationale.

<http://www.ccre.org/fr>

<http://www.afccre.org/fr>



Eurocities rassemble 135 villes et métropoles issues de 34 pays européens de plus de 250 000 habitants. Basée à Bruxelles, son action consiste en du lobbying européen en faveur des villes européennes ainsi que de la participation et de la gestion de projets.

Dirigeante : Anna Lisa **BONI**

<http://www.eurocities.eu>



La Confédération internationale des syndicats (CSI) fédère 328 syndicats issus de 162 pays sur tous les continents au service de la promotion et de la défense des droits des travailleurs à travers la coopération internationale. Son siège se situe à Bruxelles.

Dirigeante : Sharana **BURROW**

<http://www.ituc-csi.org>



Basée à Paris, la **Chambre Internationale de Commerce (ICC)** est un organisme représentatif des entreprises et des employeurs au sens global ; elle regroupe des entreprises privées de tous secteurs issus de plus de 180 pays et assure leur représentation auprès des institutions internationales multilatérales, dont l'ONU, notamment dans le cadre de la résolution de différends.

Dirigeant : John **DANILOVICH**

<http://www.iccwbo.org>



Green Cross, dont le siège international se situe à Genève et à Paris pour la branche France & Territoires, est une ONG dédiée à la promotion du développement durable, à la prévention des conflits environnementaux et à l'assistance aux personnes frappées par des calamités.

Dirigeant : Nicolas **IMBERT** pour Green Cross France

<http://www.gcint.org>

<http://gctf.fr>



Cités Unies France (CUF) travaille également en lien avec CCRE et regroupe plus de la moitié des Régions françaises, plus d'un quart des départements et presque toutes les villes (près de 400 acteurs au total) engagées dans la coopération décentralisée à l'international.

Dirigeant : Bertrand **GALLET**

<http://www.cites-unies-france.org>



La Coopération pour le Développement et l'Amélioration des Transports Urbains et Périurbains (CODATU), basée à Lyon, rassemble des collectivités, des autorités de transports, des syndicats mixtes et des entreprises des secteurs ferroviaires et routiers pour la promotion des échanges scientifiques, techniques, économiques et sociaux sur les transports urbains et périurbains.

Dirigeant : Julien **ALLAIRE**

<http://www.codatu.org>



France Nature Environnement (FNE) fédère 3 000 associations naturalistes et regroupe 850 000 adhérents en une centaine d'organisations adhérentes, réparties sur l'ensemble du territoire français pour la protection de la nature et de l'environnement.

Dirigeant : Benoît **HARTMANN**

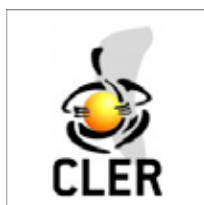
<http://www.fne.asso.fr>



Basé à Paris, **CliMates** est un réseau think-tank international d'étudiants engagés pour la recherche et la promotion de solutions innovantes au changement climatique.

Dirigeante : Delphine **BLUMEREAU**

<http://www.studentclimates.org>



Le CLER – Réseau pour la transition énergétique regroupe près de 200 associations, entreprises, collectivités, agences locales de l'énergie. Il agit en faveur de la promotion des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et de la maîtrise de l'énergie.

Dirigeant : Raphaël **CLAUSTRE**

<http://www.cler.org>



Le Groupe Énergies Renouvelables, Environnement et Solidarités (GERES) regroupe des membres individuels et bénévoles (34 en 2012) impliqués dans la maîtrise de l'énergie et la coopération internationale, dans le cadre du développement de projets liés à l'énergie verte et à la réduction de la pauvreté, au Nord et au Sud. Son siège se situe à Aubagne.

Dirigeant : Alain **GUINEBAULT**

<http://www.geres.eu>



La **Fédération nationale des agences d'urbanisme (FNAU)** rassemble 52 organismes publics de planification urbaine dans les principales agglomérations françaises. Elle tient le rôle d'un forum d'élus impliqués dans l'aménagement du territoire et des villes.

Dirigeante : Brigitte **BARIOL-MATHAIS**

<http://www.fnau.org>



Basée à Paris, l'association **Dossiers et débats pour le développement durable (4D)** se compose de collectivités, d'individus, d'organismes publics et d'associations. Elle sert de think-tank pour le développement durable aux plans international, national et local et appuie les initiatives de la société civile en vue de la COP21 et de l'adoption des Objectifs du Développement Durable par les Nations Unies.

Dirigeante : Vaia **TUOHIA** / **Président** : Pierre **RADANE**

<http://www.association4d.org>



Le Comité 21 – Club France Développement Durable compte 475 membres : collectivités, individus, entreprises, associations, avec comme membres de droit le Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie (MEDDE), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ainsi que le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE). Il participe à la mise en réseau des acteurs du développement durable français et travaille comme think-tank au sujet du développement et de l'environnement.

Dirigeant : Gilles **BERHAULT**

<http://www.comite21.org/nos-actions/club-france-developpement-durable/index.html>



Les Petits Débrouillards est un réseau français de 19 associations régionales d'éducation scientifique populaire et d'éducation au développement durable.

Dirigeant : François **DEROO**

<http://www.lespetitsdebrouillards.org>



Le **Forum China-Europa** associe des partenaires tels que des collectivités, des universités et centres de recherche, des ONG, associations, fondations, des entreprises ainsi que des médias et écoles de traduction et d'interprétation en faveur d'une réflexion sur l'avenir de chacune des deux sociétés, l'avenir des relations entre elles et plus largement, l'avenir d'un monde interdépendant dans lequel la Chine et l'Europe sont des acteurs majeurs.

Dirigeant : Pierre **CALAME**

<http://www.china-europa-forum.net>



Wild-Touch agit en catalysant les énergies autour d'un projet commun : rapprocher l'homme de la nature par le langage sensible des images, des mots, des sons.

L'association soutient des projets concernant les défis environnementaux et le développement durable, notamment en produisant des films sur les acteurs de la protection de l'environnement, en diffusant leurs messages et engagements afin de sensibiliser le grand public.

<http://www.wild-touch.org>



INFORMATIONS PRATIQUES

ACCREDITATION



Les demandes d'accréditation pour le Sommet mondial Climat & territoires (Lyon, 1^{er} et 2 juillet 2015) doivent être adressées via un formulaire disponible sur le site internet www.worldclimatesummit2015.org

Le processus d'accréditation est strictement réservé aux membres des médias (presse écrite, radio, TV, agences de presse, sites d'information en ligne...), qui appartiennent à des organes d'information officiellement enregistrés dans leur pays.

CENTRE DE MÉDIAS



Pendant toute la durée du Sommet mondial Climat & territoires, un **centre de médias** sera aménagé dans l'Hôtel de la Région Rhône-Alpes.

Des installations pour répondre aux besoins des médias seront fournies.

À minima, les plénières d'ouverture et de clôture seront diffusées en direct sur écran en salle de presse, et sur le site internet www.worldclimatesummit2015.org

ACCÈS A L'HÔTEL DE RÉGION À LYON



HÔTEL DE LA RÉGION RHÔNE-ALPES - 1 esplanade François Mitterrand - 69002 Lyon

RÉGION RHÔNE-ALPES

1 esplanade François Mitterrand - CS 20033

69269 Lyon Cedex 02

N.B. : L'adresse «1, esplanade François Mitterrand, 69002 Lyon» n'est pas toujours référencée sur les calculateurs d'itinéraires. Si vous ne la trouvez pas, merci de saisir « 85 cours Charlemagne, 69002 Lyon ».

Accès :

> Tram T 1 / Arrêt Hôtel de Région-Montrochet

> Bus n°63 - 8 - S1 / Arrêt Hôtel de Région-Montrochet

> Gare TGV /

Gare Lyon-Perrache à 10 minutes via le tram T1 (Direction Debourg).

Gare Lyon Part-Dieu à 30 minutes via le tram T1 (Direction Debourg)

> Aéroport Saint-Exupéry /30 minutes de la Gare Lyon - Part-Dieu par le Rhônexpress



ANNEXE

CALENDRIER 2015 DES ÉVÉNEMENTS DE LA COP21

12 - 17 avril	7 ^e forum mondial de l'eau (Daegu Gyeongbuk, Corée du Sud)
14 avril	Sommet des Premiers Ministres des Provinces canadiennes sur le Climat (Québec, Canada)
17 - 23 avril	25 ^e Conseil de Direction d'ONU Habitat - GC2 (Nairobi, Kenya)
20-21 avril	MEF* (Washington, USA)
12-14 mai	European Climate Change Adaptation Conference (Copenhague, Danemark)
17-19 mai	Dialogue de Petersberg (Berlin, Allemagne)
20-21 mai	Business & Climate summit (Paris, France)
27-28 mai	Women & Climate change (Casablanca, Maroc)
<i>Mai au plus tard</i>	<i>Envoi aux Parties du projet de texte de l'accord de Paris traduit dans les langues de l'ONU</i>
4-5 juin	Med COP 21 (Marseille, France)
5-8 juin	Mobilisation citoyenne de 96 heures & Journée mondiale de la Terre et de l'Océan (Paris, France)
1-11 juin	Session formelle de négociation ADP, avec session de haut niveau et réunion des organes subsidiaires de la CCNUCC* (SB 42) (Bonn, Allemagne)
7-8 juin	G7 (Allemagne)
29 juin	Sommet Climat lors de l'assemblée générale de l'ONU (New-York, USA)
1^{er} et 2 juillet	Sommet mondial Climat & Territoires (Lyon, France)
7-9 juillet	Climate summit of the Americas (Toronto, Canada)
7-10 juillet	Conférence internationale scientifique : Our Common Future Under Climate Change (Paris, France)
Mi juillet	MEF*
13-16 juillet	Sommet finance du développement (Addis- Abeba, Ethiopie)
31 août-4 septembre	3 ^e Session formelle de négociation ADP*(Bonn, Allemagne)
18-20 septembre	Sommet des chefs d'État et de gouvernement sur l'agenda DD post-2015 (New York, USA)
Octobre	10 ^e Conseil du Fonds Vert pour le climat
19-23 octobre	4 ^e Session formelle de négociation ADP*(Bonn, Allemagne)
29-30 octobre	Forum international pour la promotion des partenariats publics-privés pour le développement durable (Annemasse, France)
Octobre / novembre	Pré-COP – Format ministériel
1 ^{er} novembre	Synthèse de la CCNUCC, agrégeant l'ensemble des contributions et engagements des Parties
20 novembre	Sommet du G20 (Turquie)
30 novembre-11 décembre	COP21/CMP11 (Paris-Le Bourget, France)
Légende :	Évènement COP21 non-étatique

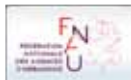
*MEF : Forum des économies majeures, initié par les États-Unis et qui rassemble les principales puissances économiques (à l'origine de 80 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre).

*ADP : Groupe de travail de la plate-forme de Durban pour l'action renforcée, qui doit préparer l'accord de 2015.

*CCNUCC : Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques.

*COP : Conférence des parties à la CCNUCC.

*CMP : Conférence des Parties au Protocole de Kyoto.



CONTACTS MÉDIAS

MÉDIAS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX

Burson-Marsteller i&e

Médias nationaux :

Médias internationaux :

Media.ClimateSummit-Lyon@bm.com

Jennyfer CHRETIEN – 01 56 03 13 31 / 06 10 87 72 71

Lorie LICHTLEN – 01 56 03 13 01 / 06 03 40 36 38

Nicolas SIRE – 01 56 03 14 21 / 06 26 28 39 73

MÉDIAS RÉGIONAUX

Région Rhône-Alpes

mfargeix@rhonealpes.fr

Magalie FARGEIX – 06 32 88 47 59

Avec l'appui de

